

Zeitschrift:	Revue Militaire Suisse
Herausgeber:	Association de la Revue Militaire Suisse
Band:	137 (1992)
Heft:	10
Artikel:	EUROSATORY 92. 1re partie, Vers une Europe des armements?
Autor:	Curtenaz, Sylvain
DOI:	https://doi.org/10.5169/seals-345234

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 18.02.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

EUROSATORY 92 (I)

Vers une Europe des armements ?

Par le premier-lieutenant Sylvain Curtenaz

S'il est un marché morose, c'est bien celui des matériels de défense, qui connaît un net fléchissement depuis 1988. Arrivent en effet sur le marché des matériels hautement sophistiqués et très coûteux, dont le développement a commencé en pleine guerre froide, alors qu'actuellement la demande tend moins vers des achats de masse que vers des matériels polyvalents, mieux adaptés à la multiplicité des menaces actuelles et futures, plus appropriés aussi à la «projection de forces». Le marché devrait s'adapter en priorité aux opérations de maintien de la paix et de gestion des crises, qui nécessitent des matériels permettant une acquisition, un acheminement et un traitement rapides du renseignement; l'interopérabilité sinon l'«eurocompatibilité», la mobilité stratégique, opérative et tactique, une grande portée et une forte puissance de feu, une grande capacité de protection ainsi que la possibilité de recourir à la simulation pour l'instruction.¹

1. Un marché déterminé par les conditions politiques

EUROSATORY 92, organisée par les industriels français de l'armement terrestre, sous le patronage du ministère de la Défense, s'est tenue au Bourget du 22 au 27 juin dernier. Elle n'échappait à ce grand chamboulement que nous devons à l'écroulement du système soviétique, comme le faisait remarquer Pierre Joxe, dans son discours d'ouverture. Le ministre soulignait également l'importance du renforcement, dès lors nécessaire, de la coopération européenne pour faire face aux restrictions budgétaires imposées par la stabilisation des efforts de défense. En écho à ces propos, M. E. Blanc, président de l'exposition, relevait la spécificité d'une industrie, dont l'Etat est le seul client et qui subit, par conséquent, le marché plus qu'elle ne l'influence. Connaissant actuellement une douloureuse mutation², le secteur de la défense craint surtout

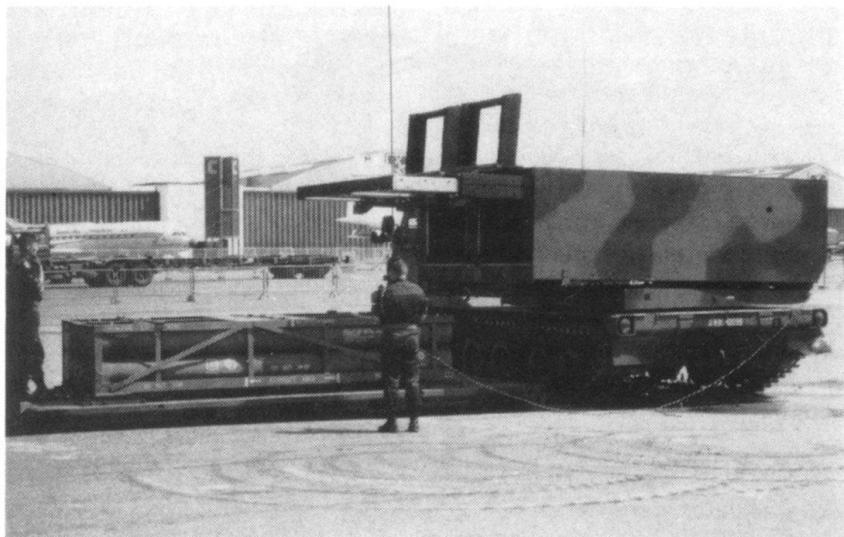
pour ses programmes de recherche, le seul moyen qui lui permette de résister à la concurrence américaine représentant aujourd'hui, à elle seule, le 40% du marché mondial de l'armement. Les Européens devraient être désormais plus performants à moindre coût, suivre l'évolution des besoins en réalisant des matériels adaptés à des types de conflits variés et renforcer la compétitivité de leurs entreprises.

En ouvrant SATORY aux Européens, d'où la nouvelle dénomination EUROSATORY, les organisateurs visaient à promouvoir une future Europe des armements, dans le contexte des efforts franco-allemands et de l'Union de l'Europe occidentale. Les industriels réussiront-ils là où les politiques ont déjà échoué une fois avec la Communauté européenne de défense? Le retrait allemand du projet EFA³ et la menace qui plane sur l'hélicoptère de combat européen n'apparaissent pas comme les meilleurs présages. EUROSATORY 92 a, en tout cas, tenu son pari,

¹Latremolière, O.: «Entretien avec Monsieur l'ingénieur général Blanc. Objectif Europe», Terre Magazine, N° 34-35, 1992, pp. 14-15.

²L'industrie militaire de nos voisins européens doit passer, avant la fin de ce siècle, de 1 500 000 emplois à 600 000.

³Avion de combat européen.



Le MLRS se recharge en peu de temps, avec un personnel limité.
(Photo RMS)

puisque sur 477 exposants, près de 200 étaient étrangers.

2. Les stands en quelques mots

C'étaient incontestablement le char *Leclerc* de GIAT-Industries et le *MLRS* de MIC⁴ qui se partagent la vedette de ce salon. Ces deux systèmes sont d'ailleurs en cours d'introduction dans l'armée française. Si le *Leclerc* est sagement resté dans son stand, la démonstration, effectuée par deux lanceurs *MLRS* et un camion de support logistique, était réellement impressionnante, tant par les qualités de mobilité de l'engin que par la rapidité avec laquelle il est rechargeé et à nouveau prêt au tir (entre cinq et dix minutes), malgré un équipage n'excédant pas trois hommes.

Autres «hits», les engins de la firme Eurocopter, encore à l'état de prototype sinon de maquette, le *MPC* (Multi Purpose Carrier) de la firme néerlandaise DAF Special Products, un prototype de véhicule à roues multi-usages, prévu tant pour une utilisation militaire que civile sur la base d'un programme d'options, sans oublier le dernier-né des *Unimog* de Mercedes-Benz, le *U 2150 L*. Conservant les qualités de robustesse et de mobilité propres à l'*Unimog*, ce véhicule est parfaitement adapté aux exigences modernes, puisque son pont est prévu pour l'arrimage de shelters, de containers ou de palettes. Son moteur de 214 chevaux répond aux normes anti-pollution qui entreront en vigueur l'an prochain dans la Communauté économique européenne.

Si EUROSATORY 92 n'était pas le salon des

grandes nouveautés, sa visite en valait néanmoins la peine. Il est regrettable que les firmes suisses n'y aient pas été directement représentées, bien que certaines d'entre elles aient marqué leur présence au travers d'une filiale. Ce fut notamment le cas de Dixi du Locle, connue notamment pour ses fusées et ses mécanismes de sécurité défiant, par leur taille et leur précision, les meilleurs mécanismes de montre; l'horlogerie a d'ailleurs fait le succès de l'un des secteurs civils du groupe. Avec sa filiale implantée à Besançon, cette entreprise s'assure d'une ouverture bienvenue sur les programmes d'armement européens.

Les industriels les plus sûrs étaient sans doute ceux qui bénéficient d'une solide implantation dans le secteur civil. C'est le cas du géant des télécommunications, Alcatel, présent dans le monde entier, y compris en Suisse sous le label Alcatel STR, spécialiste des faisceaux hertziens qui équipent notre armée. La barrière «civil-militaire» étant limitée au minimum, les différentes branches du groupe peuvent profiter des développements réalisés dans chacun des deux domaines, ce qui garantit une plus grande rentabilité des efforts de recherche. La firme, à travers ses filiales nationales, a équipé les forces armées allemandes, françaises, espagnoles, italiennes et norvégiennes d'un système de transmis-

⁴MLRS International Corporation.

sion intégré hautement fiable et compatible, en dépit d'appellations différentes (BIGSTAF, RITA, RADITE, SOTRIN, TADKOM).

3. Vers une Europe des armements?

La DGA: le pilier technique du ministère français de la Défense

Initiateur de l'exposition, le ministère français de la Défense y est notamment représenté par la Délégation générale pour l'armement (DGA). Fondé en 1961, cet organisme regroupe les directions et services du ministère de la Défense responsables des recherches, des études, des développements et de la réalisation des matériels et des systèmes de défense. Organe d'Etat, la DGA est aussi un «holding». Située au cœur du secteur de l'armement, elle anime ce secteur de l'économie française et vise à l'intégrer dans le tissu industriel national. Coiffant huit directions spécialisées, comprenant chacune un nombre variable d'établissements et de centres d'étude, de recherche ou d'essai, la DGA occupe actuellement quelque 54 000 personnes. Elle contrôle également la formation des spécialistes, puisqu'elle a la haute main sur plusieurs écoles dont la principale est l'Ecole polytechnique.

Architecte de la défense, elle apparaît aussi comme



Mercedes-Benz présentait ses nouveaux Unimog. (Photo RMS)

le *bouclier technologique de la France*, garant de la crédibilité de la défense. Ses missions comprennent la recherche, scientifique et technique; la conception, voire la production, des matériels et des systèmes d'armes ainsi que la direction des programmes et l'évaluation des produits; la conduite d'une politique industrielle et d'accompagnement des restructurations et des conversions dans le secteur de la défense, la stimulation de la coopération internationale, le contrôle et l'accompagnement des exportations. Elle contrôle la chaîne allant de la prospection des marchés jusqu'à la formation des personnels chargés de la mise en œuvre des matériels vendus à l'étranger.

Le Groupement indépendant de programme (GEIP): l'interlocuteur européen

Rassemblant les ministres de la Défense ainsi

que les directeurs nationaux de l'armement de ses treize membres (Allemagne, Belgique, Danemark, Espagne, France, Grande-Bretagne, Grèce, Italie, Luxembourg, Norvège, Pays-Bas, Portugal, Turquie), le GEIP offre aux industries un environnement dans lequel elles peuvent développer leur activité et coopérer⁵. Cet organisme, fondé en 1976, a lancé divers programmes de recherche, dont EUCLID⁶, et gère actuellement onze domaines de recherche prioritaires et vingt-six programmes spécifiques communs.

Le GEIP, à la demande du ministère français de la Défense, était l'invité du GICAT à EUROSATORY 92, un geste qui contribuera peut-être à assurer l'avenir chancelant d'un groupe menacé par la Communauté économique européenne

⁵ Les industriels sont rassemblés au sein de l'EDIG, le groupe européen des entreprises de défense.

⁶ European Cooperation for the Long-term In Defense.

elle-même⁷. Les industriels suisses désireux de s'aventurer sur le marché européen n'auront pas la partie facile, à moins que, comme plusieurs l'ont déjà fait, ils prennent pied dans les industries d'armement nationales des pays du GEIP qui sont aussi ceux de la Communauté!

Le GICAT⁸: l'un des interlocuteurs privilégiés en France

Maître d'œuvre de l'exposition, à la demande de la DGA, le GICAT rassemble non seulement les industries de la branche, soit un chiffre d'affaire annuel de 40 milliards de francs français, 50 000 employés et plus de 100 000 emplois indirects, mais aussi des associations, organisations ou personnes physiques dont les activités relèvent de l'étude, du développement et de la fabrication de matériels de défense terrestre et de sécurité, ainsi que de la promotion, de la vente de ces produits et des fournitures ou prestations qui les accompagnent.

L'industrie française de l'armement, qui entend jouer un rôle moteur dans la mise en place de l'architecture européenne, a compris qu'il faut s'unir pour agir. Interlocuteur des autorités françaises, le GICAT est également présent au sein de l'EDIG et du GEIP. Son président, M. E. Blanc, le voit devenir un corps in-

dustriel paneuropéen; ce n'est donc pas sans motifs qu'il défend, comme un nécessaire renouveau au niveau des idées, le principe d'un plan industriel à l'échelon de l'Europe.

Forum, fédérateur et prestateur de services, tels EUROSATORY 92, le GICAT est, en matière d'arme-

ments terrestres, l'incontournable relais entre les entreprises et le gouvernement.

GIAT-Industries: un géant industriel ou le passage réussi de l'Etat au secteur privé

Si le président du GICAT pense Europe, le PDG de



L'hélicoptère de combat européen, toujours à l'état de prototype. (Photo RMS)

⁷ «L'avenir chancelant du GEI», Jane's Defense Weekly; Eurosatory Daily, 22.06.1992. pp. 22-24.

⁸ Groupement professionnel des industries concernées par les matériels de défense terrestre.

GIAT-Industries, société d'Etat jusqu'en 1990, aujourd'hui holding occupant 17 000 personnes, pense multinational et vise à promouvoir des concentrations dans la production d'armement européenne. M. P. Chiquet dispose d'ailleurs, avec le char *Leclerc*, d'un produit écrasant toute la concurrence européenne sur le marché du char de combat de troisième génération.

Le groupe, qui réalise un chiffre d'affaire de 11,5 milliards de francs français, est constitué de cinq filiales, *Euro Mobilité*, *Euro Vecteur*, *Euro Impact*, *GITECH* et

GILOG, produisant une gamme complète d'armes allant du fusil au char, en passant par l'artillerie, les missiles, les munitions, les moyens de protection ABC ou encore des hôpitaux modulables en shelters qui ont fait leurs preuves durant la guerre du Golfe. Il est également le leader mondial des armes de chasse et de tir, puisqu'il possède depuis peu les marques Browning et Winchester.

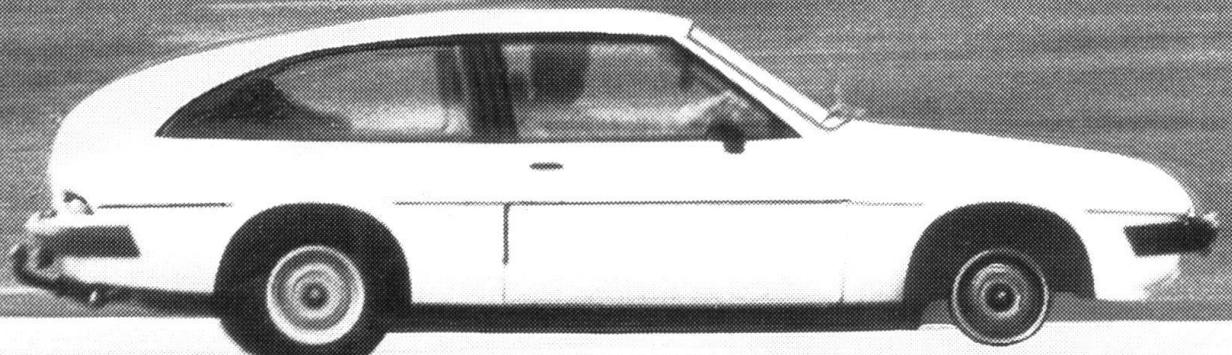
Demain, l'Europe...

Les industriels français, soutenus par leur gouver-

nement, ont donc déjà pris le virage européen, au plan des structures tout au moins, et s'apprêtent à accroître leur présence sur le continent et dans le monde. L'économie et la défense étant les facteurs d'intégration les plus puissants, l'avenir ne semble pas réservé de surprises de ce côté. On peut toutefois s'interroger face à cette volonté frénétique de réaliser l'Europe, comme s'il fallait à tout prix effacer le principal acquis de la révolution française: la conscience nationale. Mais il s'agit là d'un autre problème...

S.Cz.

En tout cas.



La Bâloise
Assurances